

M. Mandela croit qu'il faut continuer à faire des pressions sur l'Afrique du Sud jusqu'à ce que de véritables changements surviennent. Les bonnes intentions ne sont pas suffisantes pour justifier la levée des sanctions imposées.

M. Mandela a été très clair à ce sujet : le maintien des sanctions à l'endroit de l'Afrique du Sud serait la meilleure forme d'aide que pourrait apporter au Congrès national africain le monde extérieur. En effet, il a parlé de renforcer les sanctions, et je lui ai demandé d'indiquer où et comment ce renforcement pourrait se produire.

L'année dernière à Kuala Lumpur, les chefs de gouvernement des pays du Commonwealth se sont entendus pour continuer à exercer des pressions sur l'Afrique du Sud jusqu'à ce qu'il y ait << preuve d'un changement clair et irréversible | | >>. Le Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth, que je préside, se réunira en mai au Nigeria pour déterminer si un changement s'est effectivement produit. Le Congrès national africain a accepté de nous aider à cet égard.

Le siège du Congrès national africain a consenti à revenir en Afrique du Sud où, fort de tous ses éléments, il dirigera les efforts visant à établir une démocratie non fondée sur la discrimination raciale.

Il faudra que des milliers de membres et de sympathisants du Congrès national africain réintègrent l'Afrique du Sud. Il faudra également y créer des bureaux et mettre sur pied une nouvelle infrastructure. Cependant même qu'il mènera des négociations, il faudra enfin que le Congrès national africain s'attache à fournir aux leaders noirs d'Afrique du Sud les instruments qui leur permettront d'assumer les responsabilités de la gestion économique et de la direction politique de leur pays.

Le Congrès national africain m'a demandé l'aide directe du Canada pour l'aider à supporter les coûts de sa réintégration dans la vie politique de l'Afrique du Sud. Je lui ai fait valoir la politique ferme des gouvernements successifs du Canada de ne pas appuyer les partis politiques d'autres pays. Naturellement, nous continuerons à soutenir les programmes humanitaires, éducationnels et autres qui répondent aux besoins du Congrès national africain. Une délégation du Congrès se rendra à Ottawa d'ici un mois pour discuter de secteurs de coopération précis.

J'ai aussi fait remarquer au Congrès national africain que des milliers de Canadiens seraient prêts, à titre individuel, à appuyer son retour en Afrique du Sud. Ce sont là des bailleurs de fond éventuels. J'ai d'ailleurs engagé des discussions avec des représentants des trois partis fédéraux en vue d'identifier les particuliers et d'établir les stratégies qui aideraient le Congrès national africain à obtenir un appui considérable auprès du secteur privé canadien.